

BRÉSIL: UN COUP-D'ÉTAT PARLEMENTAIRE...

«C'est un coup d'État sans respect de la souveraineté populaire, le point de départ d'une période de chaos et de violence (...) Le coup d'État a un bras médiatique qui a mené une campagne de combat sélective contre la corruption, qui est la clé de la manipulation d'un public mal informé. Ce coup répond aux besoins économiques de la classe dominante. Il ne s'agit pas d'un combat contre la corruption, mais de la lutte pour le pouvoir par les puissants» (1).

Ces propos tenus par Jessé Souza, Président du *Centre de Recherches d'Économie Appliquée* du Brésil, résument assez bien une situation où la présidente d'un pays est accusée de corruption par des parlementaires dont le chef, Edouardo Cunha est mis en examen pour corruption et blanchiment d'argent, et figure sur la liste des *«Panama Papers»* comme propriétaire d'une société off-shore soupçonnée d'évasion fiscale - toutes choses dont Dilma Rousseff n'est pas soupçonnée.

Cunha est un authentique gangster, membre éminent de BBB - *Bœuf, Bible, Balles* - une organisation qui défend les intérêts des lobbies de l'agro-business, des églises évangéliques et des armes à feu. Et il est possible qu'il devienne vice-président.

Selon l'opposition, la présidente aurait, lors de la campagne électorale de 2014, maquillé les comptes publics pour minimiser l'ampleur des déficits et de la récession économique du Brésil. Elle aurait emprunté jusqu'à 41 milliards de réals (10 milliards d'euros) auprès des banques publiques pour régler les dépenses du gouvernement. Cette somme n'étant pas comptabilisée immédiatement, elle n'est pas apparue dans les comptes avant la réélection de Dilma Rousseff. C'est là un *«crime de responsabilité»* - motif de destitution prévu par l'article 85 de la Constitution brésilienne. Pour sa défense, Rousseff déclara que le *«pédalage fiscal»* est *«un procédé que, jusqu'à mon premier mandat, tous les présidents ont utilisé»*.

Il est également reproché à Rousseff d'avoir plongé le Brésil dans la récession économique. C'est que, à la fin du mandat de son prédécesseur, Lula, le Brésil avait connu une forte hausse du niveau de vie: 26 millions de Brésiliens étaient sortis de la pauvreté, ce qui avait permis l'émergence d'une importante classe moyenne. Or à peine Rousseff élue, la situation avait changé. La chute générale du prix des matières premières, provoquant inflation, dégradation des finances publiques et politique d'austérité. Rousseff se défendit en affirmant que c'est l'opposition qui bloqua toutes les initiatives visant à accroître les recettes de l'État.

Au cœur du système de corruption endémique au Brésil se trouve la compagnie pétrolière *Petrobras*, dont Rousseff a été membre du conseil d'administration de 2003 à 2010. Rousseff n'est pas mise en cause directement dans le scandale Petrobras mais sa proximité avec cette compagnie alimente la polémique.

Il est également reproché à Rousseff d'avoir fait financer ses campagnes électorales par la corruption. Selon le quotidien *Folha de Sao Paulo* les campagnes présidentielles de 2010 et de 2014 furent financées par des surfacturations au sein de la compagnie pétrolière.

L'avocat de la présidente (cité par *Folha de Sao Paulo*) répliqua en affirmant qu'il s'agissait de dons

(1) Cité par Marilza de Melo Foucher. <https://blogs.mediapart.fr/marilza-de-melo-foucher/blog/250416/le-bresil-un-pays-la-derive-juridique>

versés «*légalement et volontairement pour la campagne de 2014, pour un montant moins important que ceux faits au candidat adverse*».

Il est également reproché à Rousseff d'avoir tenté de faire obstruction à la justice en nommant l'ancien président, Lula, au gouvernement: en effet, celui-ci avait été directement cité dans le scandale Petrobras.

Au début du mois de mars, le parquet de Sao Paulo avait placé Lula en détention préventive pour «*occultation de patrimoine*». Dilma Rousseff le fait alors nommer chef de cabinet. Le juge chargé de l'enquête, Sergio Moro, divulgue alors l'enregistrement d'une conversation entre Lula et Rousseff qui confirme que Lula n'a été nommé chef de cabinet que pour pouvoir bénéficier de l'impunité face à la justice.

Naturellement, Rousseff nie qu'elle a nommé Lula pour qu'il échappe à la justice: elle déclara au *Monde*: «La venue de Lula me renforcerait. Lula n'est pas seulement un habile négociateur, il connaît très bien *les problèmes du Brésil*. Il est sans l'ombre d'un doute le meilleur leader depuis Getulio Vargas» (2).

La situation qui existe aujourd'hui au Brésil devrait sérieusement nous faire réfléchir à la situation que nous connaissons en France. Disons que le Brésil connaît peut-être sous une forme caricaturale ce que nous-mêmes vivons de manière plus «*soft*». Mais le résultat est le même. À la limite c'est même pire puisque les gens qui au Brésil veulent éliminer Dilma Rousseff sont au pouvoir en France. Dans les deux pays la politique est transformée en caricature. Pas plus au Brésil qu'en France, la presse n'informe le public; comme au Brésil, la télévision est aux mains de quelques groupes (3).

Ce véritable coup d'État parlementaire que connaît le Brésil a été orchestré par les médias dominant les secteurs les plus réactionnaires du système judiciaire.

Dans un pays où 46 élus peuvent être considérés comme «*représentant*» les travailleurs, 257 élus sont liés au secteur agricole et à l'agro-business, 190 sont des hommes d'affaires; les riches pasteurs et membres des églises évangéliques ont 52 élus et les anciens membres de la police 56. Tout ce petit monde bloque systématiquement toutes les lois présentées par le gouvernement qui ont un caractère social, qui ont une fonction de régulation socio-économique et de redistribution. Mais est-ce si différent en France, où le gouvernement est littéralement au service du MEDEF, l'organisation des patrons, et où se déroule une lutte très dure contre une loi sur le code du travail qui va quasiment ramener les travailleurs au début de la révolution industrielle?

L'exemple du Brésil nous montre une fois de plus l'illusion qu'il y a à voter pour envoyer des représentants au Parlement. Alors que la population travailleuse, les gens modestes, toutes les personnes qui ne vivent que de leur salaire et de leur travail représentent l'énorme masse de la population, dont beaucoup vivent dans la précarité et la peur du lendemain, on voit une fois de plus que ce n'est pas en créant un nouveau parti de gauche, un soi-disant enfin vrai parti de gauche qu'on pourra changer les choses. La masse de la population ne sera jamais représentée dans un Parlement. Il faut s'emparer des moyens de production et en assurer l'organisation à notre propre compte: aucune stratégie parlementaire ne nous permettra de le faire.

Éric VILAIN.

(2) Dilma Rousseff: «*Pour m'ôter le pouvoir, il faudra des preuves*», sur www.lemonde.fr, le 25/03/2016 (onglet International)

(3) Au Brésil: les deux grands journaux, *Estadão* et *Folha de Sao Paulo*, appartiennent à deux grandes familles, Mesquita et Frias. Le réseau *Globo* de télévision (50% des parts de marché) est la propriété de la famille Marinho, qui possède aussi des stations de radio, des journaux et des magazines. Avec Roberto Civita, qui contrôle le *Grupo Abril*, ces deux groupes contrôlent 60% du marché du livre.

En France: l'essentiel des médias est contrôlé par Bolloré (5,4 milliards d'euros); Bouygues (2,2 milliards); Bertelsmann (1,7 milliard); Lagardère (958 millions). Dassault fait figure de parent pauvre avec 500 millions.